

Affronter tout ce qui s'éloigne de l'esprit de la Révolution



Affronter tout ce qui s'éloigne de l'esprit de la Révolution

Plusieurs processus politiques seront engagés à Cuba au cours des prochains mois pour accompagner la mise en œuvre des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie cubaine d'ici 2024. L'objectif, a déclaré le président Díaz-Canel, est d'aborder les questions sociales, idéologiques et économiques de manière cohérente.

Le Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a appelé à affronter tout ce qui s'écarte de l'esprit de la Révolution dans notre

société lors de la première réunion du Conseil des Ministres de cette année, au cours de laquelle il a informé de plusieurs processus politiques qui seront développés au cours des prochains mois pour accompagner la mise en œuvre des Projections du Gouvernement visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie.

Le fil conducteur qui devrait marquer tous ces processus politiques, a indiqué le président, est constitué par les propositions du général d'armée Raúl Castro Ruz dans son discours à l'occasion du 65e anniversaire de la révolution, sur la base de ses concepts d'unité, de travail des cadres, de travail idéologique et de la manière d'affronter les problèmes de l'économie.

L'objectif est de progresser avec cohérence dans la mise en œuvre des mesures économiques et d'être en mesure d'aborder les problèmes sociaux, idéologiques et économiques avec une analyse globale.

Il s'agira de processus de grande envergure, a-t-il déclaré, qui commenceront par une discussion sur le militantisme du parti, couvrant toutes les structures administratives, ainsi que les collectifs de travailleurs et d'étudiants, et la population dans les communautés, afin que l'ensemble de la société cubaine soit impliquée dans ces débats.

Il s'agit de réfléchir, d'évaluer et de proposer, avec rigueur et créativité, des solutions aux problèmes de chaque lieu. Tout le monde, a déclaré Díaz-Canel, a une grande responsabilité dans ce domaine, en particulier les cadres à différents niveaux, qui doivent bien se préparer pour être en mesure de diriger ces processus dans tout le pays.

Les personnes qui vont débattre avec la population, avec les militants, doivent se préparer. "Nous pouvons nous retrouver avec des collectifs de travail, des noyaux du parti qui ne comprennent pas, et nous devons bien leur expliquer.

Le chef de l'État a souligné que "nous devons rester à l'écoute, parce qu'il y aura des gens qui considèrent que cette mesure peut être appliquée de telle manière, ou qui en proposent une autre, et cela nous donnera aussi, de la part de la population, une richesse d'idées qui pourront être converties en actions".

Díaz-Canel a souligné que "les mesures sont nécessaires et ne peuvent être reportées, car elles corrigent des distorsions profondes et des déviations structurelles qui entravent le fonctionnement de l'économie cubaine".

Il a souligné que certaines de ces mesures sont destinées à stimuler les exportations et la production nationale, ainsi qu'à faire des économies ; d'autres ont pour but d'augmenter les recettes, précisément pour stimuler la production nationale, encourager l'épargne et redistribuer les richesses.

"Il s'agit de mesures visant à la stabilisation macroéconomique du pays, à la défense des conquêtes sociales, et donc, en plus de la croissance économique, à la recherche du développement social", a-t-il déclaré.

Si nous faisons croître l'économie, si nous dépendons moins des importations, si nous exportons davantage et si nous augmentons les devises dont le pays a besoin, à qui cela profite-t-il, c'est au peuple", a-t-il déclaré.

Díaz-Canel a rejeté les tentatives des ennemis de la révolution de présenter les projections du gouvernement cubain comme un paquet néolibéral, à l'instar d'autres processus dans la région et dans le monde où le "chacun pour soi" prévaut et où tout est une "terre brûlée".

Il a rappelé que la première mesure appliquée a été les paiements supplémentaires aux secteurs de l'éducation et de la santé. "Quel paquet néolibéral au monde commence par augmenter les revenus de deux secteurs de la société comme la santé et l'éducation ? Les paquets néolibéraux commencent précisément par la suppression du budget et la privatisation de tous ces secteurs", a-t-il déclaré.

C'est une reconnaissance de deux secteurs qui ont les fonctions les plus importantes dans une société : garantir la vie, la santé et l'éducation. Et lorsqu'ils en profitent, nous en profitons tous", a-t-il ajouté.

En outre, a-t-il ajouté, ces projections jettent un éclairage sur la situation, car à mesure que l'économie se rétablit, que nous réduisons le déficit budgétaire et que nous disposons de plus de revenus, les pensions, le salaire minimum et les revenus dans d'autres secteurs s'améliorent.

Dans son discours clé au Conseil des ministres, Díaz-Canel a rappelé qu'"il a été établi comme principe que les mesures sont appliquées lorsque les conditions sont créées, lorsque le traitement différencié de ceux qui peuvent avoir le plus d'impact suite à l'application de la mesure a été étudié, et c'est ainsi que nous travaillons".

Les projections du gouvernement, a résumé le dirigeant cubain, "se développeront bien dans la mesure où nous serons capables de les mettre en œuvre et de les mener à bien, et cela devra être un processus de rétroaction constante.

C'est pourquoi ce processus de discussion avec l'ensemble de la population est important, c'est pourquoi il est important de continuer à fournir des informations adéquates par tous les canaux possibles, à commencer par les sites web institutionnels des organisations, a-t-il déclaré.

Díaz-Canel a insisté sur le fait que la révolution cubaine, comme dans toute son histoire, ne laissera personne sans protection. "Il y a un travail social défendu depuis toutes ces années qui, même dans les conditions les plus complexes, se développe, en étendue et en qualité".

C'est le cas, a-t-il dit, des nouvelles maisons d'enfants qui surgissent dans tout le pays, avec de bonnes infrastructures et de bons services ; du programme de récupération des cabinets de médecins de famille et d'infirmières ; des transformations dans les quartiers ; des 32 programmes sociaux qui sont maintenus au milieu de ces circonstances difficiles, qui continuent à apporter des solutions et des soins à des personnes ayant des problèmes spécifiques.

Nous avons tous les arguments, a souligné le premier secrétaire, qui nous amènent à la conviction que nous devons défendre les mesures.

REMUER DE FONDS EN COMBLE LE TRAVAIL POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE

Le Conseil des ministres a également été informé de deux autres processus politiques promus par le Parti communiste cubain.

Selon Roberto Morales Ojeda, membre du Bureau politique et secrétaire à l'organisation du Comité central, il a été décidé d'analyser et de débattre des discours prononcés par le général Raúl Castro Ruz et le premier secrétaire Miguel Díaz-Canel Bermúdez à l'occasion du 65e anniversaire du triomphe de la Révolution dans les organisations de base du PCC et de l'UJC, ainsi que dans les structures du gouvernement.

Il s'agit d'un processus qui contribuera à réaffirmer la nécessité et l'importance stratégique de l'unité, de l'exemplarité et de la combativité dans les rangs révolutionnaires.

"Nous lançons un appel à la rigueur, à la créativité, et cela va à l'essentiel des urgences que nous avons aujourd'hui dans la sauvegarde de la Révolution et dans la construction du socialisme".

Morales Ojeda a souligné que le Parti encouragera également la discussion du document "Concepts de base pour la correction des déviations et des tendances négatives dans la société cubaine" ; une pratique, a-t-il rappelé, qui n'est pas nouvelle dans notre pays.

Elle est reprise, a-t-il dit, dans un contexte socio-économique complexe, marqué par l'intensification du blocus, qui impose de sérieuses limitations à notre développement, en plus de nos propres insuffisances et distorsions.

Ceci a, a-t-il rappelé, des antécédents historiques profonds : le 3e Congrès du PCC, qui a abouti au Programme du Parti et au processus de rectification des erreurs et des tendances négatives, dirigé à l'époque par notre Commandant en chef.

Tout au long de ces années de révolution, Fidel et Raúl ont été les architectes de la nécessité de changer tout ce qui doit l'être, mais aussi de corriger ou de combattre tout ce qui menace la survie de la révolution. Cela doit devenir un débat populaire, a déclaré Morales Ojeda.

À cet égard, le premier secrétaire a prévenu qu'il ne s'agissait pas d'un processus à froid, "ce que nous essayons de faire, c'est d'imprégner une manière systématique de faire les choses, de sorte que nous analysons constamment les déviations dans notre sphère d'action, ce qui nous préoccupe, et la manière dont nous allons les surmonter. Nous devons encourager chaque endroit à identifier ses problèmes et la manière dont nous allons les traiter.

Nous ne pouvons pas attendre de résoudre les questions économiques pour aborder d'autres questions qui affectent notre société aujourd'hui. Si nous travaillons sur tous ces processus, nous progresserons sur les plans idéologique, économique et social, a déclaré Díaz-Canel.

POLITIQUE DE PAYS

Le Premier ministre Manuel Marrero Cruz a défini les projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie comme "une politique de pays", qui a d'abord été discutée et approuvée par le Bureau politique, puis par le Comité central en séance plénière, et enfin par l'Assemblée nationale, avec l'appui total des députés.

"Il ne s'agit pas d'un peu plus de la même chose", a-t-il souligné en s'adressant à la plus haute instance dirigeante de Cuba. Nous avons été critiqués à juste titre - même par notre peuple - pour les plans de mesures qui n'ont pas réussi à transformer les problèmes, indépendamment de l'impact réel que le blocus a eu en termes d'accélération des progrès.

Il s'agit d'un processus de transformation du travail du gouvernement dans le pays, a insisté Marrero Cruz, de renforcement de ses différentes structures, en tant que principal responsable des problèmes économiques et sociaux qui ont un impact direct sur notre population.

"Le peuple n'exige plus de nous des efforts, des sacrifices et du dévouement, il exige de nous des résultats", a-t-il souligné. Nous ne doutons pas, a-t-il précisé, des situations difficiles dans lesquelles les gestionnaires des différentes instances font face à leurs tâches à plein temps, mais nous devons veiller à ce que cet effort s'accompagne de résultats.

Lorsque nous parlons de relancer l'économie, il s'agit d'un appel profond qui va bien au-delà de l'attente que le carburant et les devises tombent du ciel, a souligné le Premier ministre.

Le scénario ne va pas changer, il sera très complexe, mais nous devons transformer notre économie, et nous sommes encouragés par les exemples de personnes, de collectifs, d'organisations qui ont fait des choses différentes dans ces mêmes complexités, qui ont cherché des alternatives.

Tout ce que nous faisons, a dit Marrero Cruz, nous devons l'associer aux projections du gouvernement, à cet appel à nous revoir, à faire les choses différemment, à faire les choses mieux. Chaque fois que nous constatons que quelque chose est bloqué à cause de l'attitude d'un cadre, nous ne pouvons pas le permettre.

Le Premier ministre a évoqué le rôle des cadres et la manière dont ils doivent agir pour faire face à une économie de guerre telle que celle que connaît Cuba : des cadres qui ne s'arrêtent pas, qui ont vocation à chercher des solutions, qui n'établissent pas de frontières qui les empêchent d'aller de l'avant.

Il faut tout revoir, a-t-il dit. Tout ce qui ne va pas doit être revu, "mais nous devons le revoir pour trouver des solutions", a-t-il ajouté.

Nous avons dit que nous allions traverser des moments complexes, a rappelé. Marrero Cruz, que les mesures ne vont pas transformer la situation du pays du jour au lendemain, "mais elles sont la voie de sortie, nous en sommes sûrs, et nous trouverons progressivement des solutions et verrons la lumière, mais ce sera lorsque nous nous unirons tous, et nous nous unirons tous".

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE, C'EST OFFRIR PLUS DE BIEN-ÊTRE

Le vice-premier ministre et ministre de l'économie et de la planification, Alejandro Gil Fernández, a souligné la priorité et la portée des projections du gouvernement pour 2024, "qui ne sont pas fondamentalement des augmentations de prix, mais qui englobent la nécessaire relance de l'activité productive, l'augmentation de la production nationale, des exportations et des recettes en devises, ainsi que la stabilisation macroéconomique".

Il ne s'agit pas d'augmenter les prix pour le plaisir de les augmenter, mais d'encourager l'épargne, d'utiliser plus efficacement les ressources et de rechercher une répartition plus juste et plus équitable de la richesse générée.

"C'est le sens des tarifs et des prix que nous mettons à jour, parce qu'ils ont été décalés dans le temps, déconnectés des coûts, et aujourd'hui, ce qui se passe réellement, c'est que l'on encourage le gaspillage".

Lors de sa présentation au Conseil des ministres du Plan d'action pour la mise en œuvre des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie, Gil Fernández a souligné que l'un des principaux objectifs était d'avancer dans la stabilisation macroéconomique du pays.

"Toutes les actions incorporées dans les projections du gouvernement sont liées au programme de stabilisation macroéconomique. Ce que nous faisons en termes de correction des prix, a-t-il dit, est lié à la stabilisation macroéconomique, car cela élimine ou réduit les subventions et augmente les recettes fiscales.

Lorsque nous prenons des mesures pour promouvoir et stimuler la production, lorsque nous transformons le marché des changes, cela a à voir avec la stabilisation macroéconomique du pays.

L'augmentation et la diversification des recettes extérieures, a souligné le ministre, sont également fondamentales. Beaucoup de projections auront des impacts plus favorables, a-t-il dit, dans la mesure où nous aurons plus de ressources disponibles. Il existe des mesures visant à augmenter les recettes qui sont nécessaires pour résoudre un certain nombre de problèmes que nous devons résoudre dans l'économie. Disposer de plus de carburant, de plus d'intrants pour la production nationale, implique nécessairement des revenus en devises, des revenus externes qui doivent être encouragés.

Gil Fernández a souligné que l'un des objectifs des projections du gouvernement est d'augmenter la production nationale, en mettant l'accent sur l'optimisation de la capacité installée.

La mesure de réduction des droits de douane sur les matières premières, les intrants et les biens intermédiaires, a-t-il ajouté, vise précisément à encourager l'importation de matières premières pour l'intégration de l'industrie nationale. Aujourd'hui, nous avons des capacités industrielles inutilisées et nous importons des produits qui peuvent être fabriqués à Cuba.

Le vice-premier ministre a également évoqué le développement de la politique sociale et des mécanismes de protection des personnes, des familles et des ménages vulnérables. "Cela montre clairement la distance qui sépare notre programme gouvernemental d'un programme néolibéral.

Un autre objectif essentiel est de "réduire la criminalité, la corruption, l'illégalité et l'indiscipline sociale, par la prévention et la confrontation, en agissant sur les causes et les conditions qui les génèrent". Nous devons établir l'ordre, mettre fin à la mollesse, prendre fermement ce qui est juste et exiger que ce qui est établi soit respecté, a-t-il déclaré.

Il y a des projections à fort impact, a-t-il dit, notamment le mécanisme d'allocation et de gestion des devises, qui comprend le redimensionnement de la monnaie et la création d'une nouvelle réserve de devises.

Il y a des projections à fort impact, a-t-il dit, notamment le mécanisme d'allocation et de gestion de la monnaie, qui comprend le redimensionnement du marché des changes, qui est transversal à toute l'économie et auquel nous nous attaquerons cette année ; le passage de la subvention des produits à la subvention des personnes, qui implique un changement dans la distribution de la richesse, qui est plus juste et plus équitable ; ainsi que la transformation de l'environnement institutionnel, réglementaire et organisationnel de l'économie.

Le développement de l'économie, a souligné le vice-premier ministre, "ne signifie ni plus ni moins que d'apporter un plus grand bien-être à la population, et ce que nous faisons va dans ce sens". Le pire risque, a-t-il dit, serait de ne pas changer et de ne pas transformer, "tout ce que nous changeons va dans le sens d'un plus grand bien-être pour notre peuple".

OÙ EN EST LA MISE EN ŒUVRE ?

Le ministre de l'Économie et de la Planification a présenté au Conseil des ministres une mise à jour du calendrier de mise en œuvre des décisions approuvées dans le cadre des projections visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie, une reddition de comptes qui aura lieu tous les mois lors de la réunion de l'organe gouvernemental suprême.

Jusqu'à présent, les mesures salariales visant à encourager la permanence des travailleurs dans les secteurs de la santé et de l'éducation ont été mises en œuvre, ainsi que la prolongation, jusqu'au 31 mars 2024, des exemptions tarifaires sur l'importation de produits alimentaires et de nettoyage par des personnes physiques, sans caractère commercial.

De même, les normes juridiques qui mettent en œuvre la réduction de 50 % des droits de douane pour l'importation de matières premières et de biens intermédiaires, et l'augmentation des droits de douane sur l'importation de tabac, de cigares, de rhum et de spiritueux, ont été publiées au Journal officiel.

Il a été signalé qu'en février, il est prévu de mettre à jour les règlements qui permettront la réorganisation des projets de développement local, ainsi que de décentraliser aux gouvernements territoriaux le pouvoir d'approuver les prix de gros et de détail pour la médecine naturelle et traditionnelle, produite localement et fabriquée industriellement.

Au cours de ce mois, des progrès seront également réalisés dans la présentation de propositions visant à redimensionner le marché des changes, l'intervention du marché informel et le contrôle du taux de change dans le pays, y compris la détermination du taux de change et la formation des prix.

"Nous travaillons d'arrache-pied sur ce point, en raison de l'impact qu'il a sur la promotion et la stimulation de la production", a déclaré Gil Fernández.

De même, " récupérer le flux des envois de fonds, encourager leur collecte et étudier la faisabilité de nouveaux canaux, plateformes et l'utilisation de scénarios numériques pour les envois de fonds et les transactions bancaires pour les encaissements et les paiements depuis l'étranger ; et mettre en œuvre le nouveau mécanisme d'attribution et de gestion des liquidités pour tous les acteurs économiques, en se basant sur les distorsions actuelles, afin de parvenir à un fonctionnement plus harmonieux de l'économie, et ainsi faire progresser l'autonomie de l'entreprise d'État ".

Comme à l'accoutumée, le Conseil des ministres a analysé diverses questions inscrites à l'ordre du jour national, y compris, à cette occasion, le projet de décret-loi sur le fonds de compensation, qui sera présenté au Conseil d'État, exerçant ainsi l'initiative législative. (Source : site Présidence de la République)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/345803-affronter-tout-ce-qui-seloigne-de-lesprit-de-la-revolution>



Radio Habana Cuba